Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

FINANCES PUBLIQUES

# Orcières
# Étude d'impact pluriannuelle
## *Période 2025 à 2029*

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

# Table des matières

**I - INTRODUCTION ..... 3**

**II - ANALYSE RÉTROSPECTIVE ..... 4**
1) PRODUITS RÉELS ET CHARGES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT / FORMATION DE L'AUTOFINANCEMENT ..... 4
2) ÉQUILIBRES BILANTIELS ET ENDETTEMENT ..... 6

**III – ANALYSE PROSPECTIVE ..... 9**
1) HYPOTHÈSES RETENUES ET SITUATION HORS PROJET ..... 9
1) – A) DONNÉES PROSPECTIVES DE FONCTIONNEMENT ..... 11
1) – B) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT ..... 12
2) LE PROJET ET SON FINANCEMENT ..... 13
3) IMPACT DU PROJET ..... 16
3) – A) IMPACT SUR L'AUTOFINANCEMENT ..... 16
3) – B) IMPACT SUR LE FONDS DE ROULEMENT ..... 17
3) – C) IMPACT SUR L'ENDETTEMENT ..... 18

**IV - CONCLUSION ..... 19**

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

# I – INTRODUCTION

La commune d'Orcières est une commune rurale de montagne, support d'une station de 19 000 lits, située dans le département des Hautes-Alpes, plus précisément dans la vallée du Champsaur. Au porte du parc national des Écrins, la commune s'étend sur une superficie de 98 km carrés et héberge 660 habitants au sein des 22 hameaux.
Membre de la communauté de communes du Champsaur Valgaudemar, M. Patrick Ricou est maire depuis 1998.
La commune a une activité touristique très importante en hiver grâce notamment à la station de ski d'Orcières Merlette 1850, mais aussi sur la période estivale grâce aux nombreux sentiers de randonnées à proximité de la commune. Ces nombreuses activités lui permettent d'être classée commune touristique de montagne et d'avoir le Label Famille plus.

La commune d'Orcières a pour projet de rénover le palais des sports présent sur le territoire de la commune. Ce dernier, érigé en 1985, a fait l'objet d'une rénovation partielle en 2000 suite à un incendie. Cependant, une grande partie des équipements sont d'origine et ne répondent plus aux standards énergétiques et ludiques attendus en 2025.
Le projet de réhabilitation du bâtiment est estimé à 13 500 000€ HT et dépasse 150 % des recettes de fonctionnement de la commune. L'article L-1611-9 du CGCT impose à la collectivité de mesurer l'impact de ce projet sur les finances de la commune et d'assurer la présentation des résultats à l'assemblée délibérante. Ainsi, une étude d'impact a été demandée par la Préfecture des Hautes-Alpes à la collectivité. Cette dernière a sollicité l'assistance de la DDFIP pour la réalisation de cette étude.

L'objectif du projet qui fait l'objet de la présente étude d'impact est de permettre la rénovation d'un bâtiment stratégique pour la commune. Sur le plan énergétique et environnemental d'une part, en dotant le bâtiment d'équipements aux normes actuelles ce qui garantit des économies d'énergie notables. Sur le plan économique de l'autre, en dotant la commune d'un palais des sports plus moderne et proposant des activités et des équipements de qualité afin de se différencier des « communes stations » concurrentes.

L'analyse est réalisée sur le seul budget principal sur la période 2020-2024 pour la partie rétrospective et 2025-2029 pour la partie propective qui étudie l'impact du projet sur les exercices à venir. L'unité monétaire utilisée est l'euro. Les chiffres de l'analyse sont issus des comptes de gestion et des comptes administratifs des exercices 2020 à 2024. Les données prospectives sont basées sur des projections d'évolution des charges et produits validés par les représentants de la commune suite à de nombreux échanges avec les services en charge de la rédaction du présent document.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

# II - ANALYSE RÉTROSPECTIVE

## 1) PRODUITS RÉELS DE FONCTIONNEMENT, CHARGES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT ET AUTOFINANCEMENT :

| En € | Évolution des produits et charges réels | | | | | Évolution | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2023/2024 | 2020/2024 |
| **Produits réels de fonctionnement** | **6 885 967** | **5 932 109** | **7 959 974** | **13 690 997** | **8 273 831** | **-39,6 %** | **20,2 %** |
| Ressources fiscales | 4 024 392 | 3 660 471 | 4 260 780 | 4 516 121 | 4 826 020 | 6,9 % | 19,9 % |
| Dotations et participations | 1 695 413 | 1 691 708 | 2 137 866 | 1 732 150 | 1 747 392 | 0,9 % | 3,1 % |
| Autres produits | 1 166 162 | 579 930 | 1 561 327 | 7 442 727 | 1 700 419 | -77,2 % | 45,8 % |
| **Charges réelles de fonctionnement** | **4 497 634** | **4 193 830** | **4 404 736** | **10 706 369** | **5 146 069** | **-51,9 %** | **14,4 %** |
| Charges de personnel | 1 267 490 | 1 317 691 | 1 340 913 | 1 323 357 | 1 382 950 | 4,5 % | 9,1 % |
| Subventions, participations et contingents | 311 133 | 247 508 | 307 267 | 69 903 | 140 348 | 100,8 % | -54,9 % |
| Charges financières | 213 333 | 179 962 | 164 176 | 170 735 | 140 195 | -17,9 % | -34,3 % |
| Autres charges | 2 705 678 | 2 448 669 | 2 592 381 | 9 142 374 | 3 482 576 | -61,9 % | 28,7 % |

Les produits réels de fonctionnement de la commune sont en hausse globale sur la période (+20,2%), bien qu'une contraction notable de ces produits soit à noter sur le dernier exercice (-39,6%). Cependant, cette baisse de recette est à pondérer car l'exercice 2023 connaît une recette exceptionnelle de 5 675 000€ en « autres produits » liée à l'encaissement du droit d'entrée payé par la SEMILOM, nouveau délégataire de la DSP, relative à la mise à disposition des biens affectés à l'exploitation des remontées mécaniques.
Sur les exercices « classiques », les produits de fonctionnement sont majoritairement composés des ressources fiscales. Ces dernières représentent sur la période entre 53,5% et 62% du panier total des ressources. Ces ressources sont en hausse permanente sur la période (+19,9%) notamment sous l'impulsion des autres impôts et taxes, le produit des impôts locaux étant lui en hausse bien plus faible. Aucune augmentation de taux n'a été votée par le conseil municipal sur la période, la commune est au-dessus des taux moyens du département pour les impôts locaux.
Le second poste de recettes correspond aux dotations et participations perçues par la commune. Ces dernières sont relativement stables et constituées principalement de la DGF mais aussi des attributions de compensations et des autres dotations. Dans le

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

détail, la DGF diminue sur la période (-4%) mais cette diminution est compensée par la hausse des attributions de péréquation et de compensations perçues (+75,2%).
Enfin, le dernier poste de recette correspond aux « autres produits ». Ces derniers sont fluctuants sur la période sous l'effet des variations des produits de gestion courante.

Les charges réelles de fonctionnement sont en hausse sur la période (+14,4%) bien que l'on note une forte réduction de ces charges sur l'exercice 2024 (-51,9%). Comme pour le poste des recettes, cette baisse est à pondérer, l'exercice 2023 connaissant une dépense de 5 675 000€ en « autres charges », équivalente au montant observé en recettes, liée à l'indemnisation de LaBelleMontagne, ancien délégataire, pour la restitution des biens de retour.
Malgré tout, les « autres charges » sont bien le premier poste de dépense de la commune sur tous les exercices. Elles augmentent de 28,7% sur la période. Les « autres charges externes » et « autres charges de gestion courante » expliquent à elles seules la hausse globale observée.
Les charges de personnel ont connu une augmentation plutôt limitée entre 2020 et 2024 (+9,1%) et elles constituent le second poste de dépense de la collectivité. Depuis l'exercice 2021 la commune n'a plus recours à du personnel extérieur à la collectivité.
Les subventions, participations et contingents versés par la commune diminuent fortement sur la période (-54,9%), une hausse importante est à noter sur l'exercice 2024.
Pour finir, le dernier poste de dépense est constitué par les charges financières. Elles diminuent au fur et à mesure du remboursement du capital des emprunts contractés par la commune.
Le ratio de rigidité est très bon sur la période, entre 25,25% sur l'exercice le plus « mauvais » et 10,88% sur l'exercice le plus favorable (le seuil d'alerte est > 55%). Cela traduit que, si besoin, la collectivité dispose de marges de manœuvre théoriques pour réduire ses charges de fonctionnement.

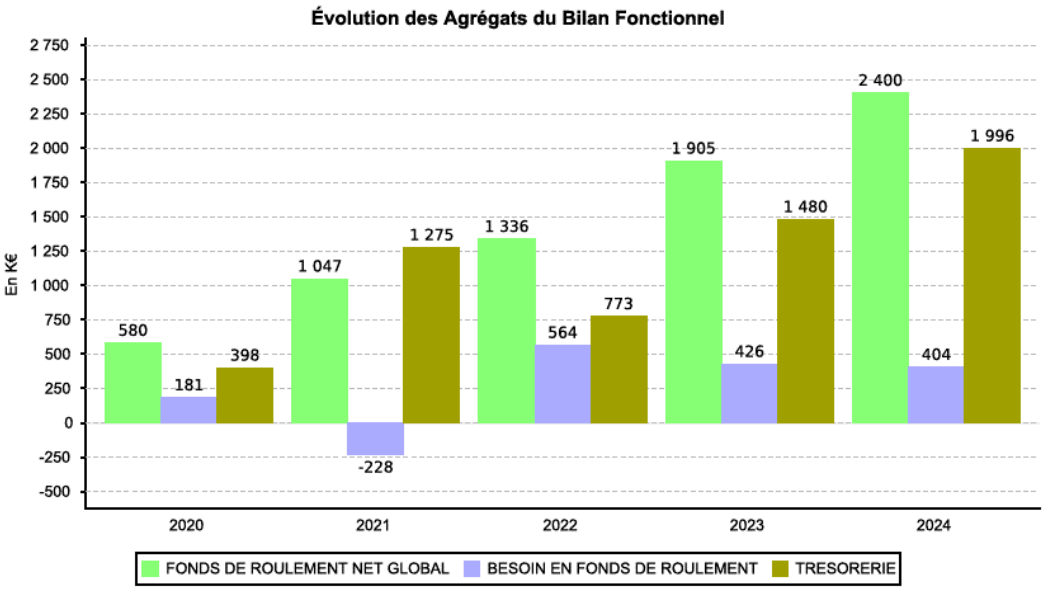
Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

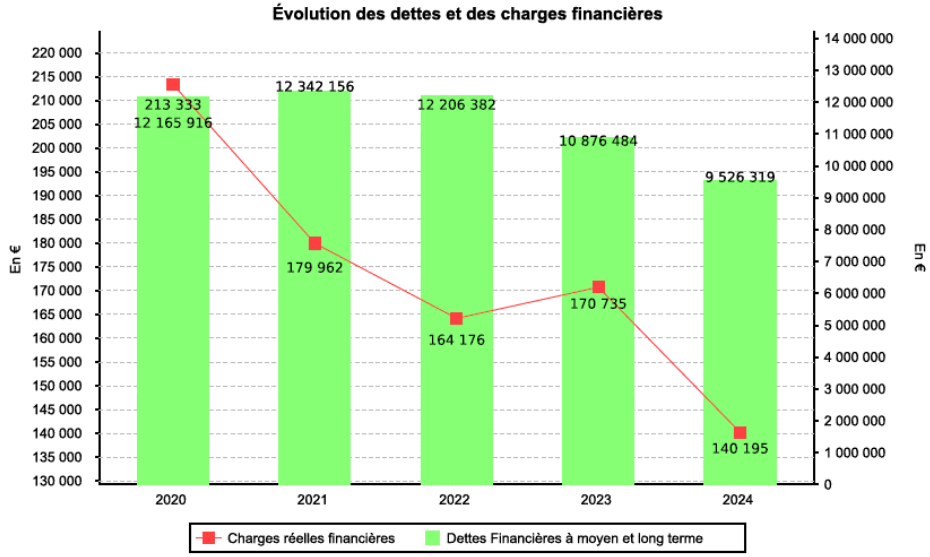
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|---|
| Produits réels de fonctionnement | 6 885 967 | 5 932 109 | 7 959 974 | 13 690 997 | 8 273 831 |
| - Charges réelles de fonctionnement | 4 497 634 | 4 193 830 | 4 404 736 | 10 706 369 | 5 146 069 |
| **= CAF Brute** | **2 388 334** | **1 738 279** | **3 555 237** | **2 984 628** | **3 127 762** |
| - Remboursement en capital des emprunts et des dettes assimilées | 1 637 173 | 1 223 761 | 1 236 235 | 1 329 668 | 1 349 935 |
| + Refinancement et remboursements temporaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **= CAF Nette** | **751 161** | **514 519** | **2 319 002** | **1 654 960** | **1 777 827** |

La commune d'Orcières parvient à générer une CAF brute positive importante sur tous les exercices de la période analysée. Elle est d'ailleurs en hausse globale de 31% sur la période soit une hausse de plus de 700 000€.
Le taux de CAF généré par la commune est logiquement fluctuant mais est toujours très correct. Sur la période, il varie entre 22% et 45%. Au 31/12/2024 il est de 38% ce qui est très largement supérieur aux 10% recommandés.
L'endettement de la commune étant tout de même important, les remboursements en capital effectués chaque année ont un poids considérable, à minima 1 223 761€ et allant jusqu'à 1 637 173€. Malgré cela, le niveau de CAF brute étant très important, ces remboursements sont largement assurés sur chaque exercice et permet de dégager une CAF nette elle aussi conséquente.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

## 2) ÉQUILIBRE BILANTIEL ET ENDETTEMENT :




Sur la période, la collectivité a effectué des opérations d'investissement importantes pour un total de plus de 20 millions d'euros. Le financement de ces investissements est bien équilibré. La commune sollicite de manière régulière des financements extérieurs via des subventions, elle utilise les excédents générés par la section de fonctionnement et quand cela est nécessaire, a recours à l'emprunt. Au global, les investissements ont nécessité des ponctions sur le fonds de roulement sur le seul exercice 2020 pour un total de 1 255 096€. Sur les autres exercices, les réserves ont été abondées à hauteur de 1 820 464€.

Le fonds de roulement de la commune a augmenté très fortement et de manière constante sur la période (+314,1%). Au 31/12/2024 il connaît son niveau le plus élevé de toute la période et représente 170 jours de charges réelles, bien au-dessus des seuils préconisés (Un FDR compris entre 30 jours (fourchette basse) et 90 jours (fourchette haute) est conseillé).

Le besoin en fonds de roulement (BFR) correspond à la différence entre, d'une part, l'ensemble des créances et stocks et d'autre part, les dettes à court terme. Il traduit le décalage entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses. Le BFR de la

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

commune est relativement stable depuis 2022 bien que connaissant une tendance à la baisse. Il était d'ailleurs négatif sur l'exercice 2021.
La trésorerie de la collectivité connaît une variation très positive sur la période, elle augmente de 401,2% soit plus de 1 600 000€ de hausse. L'impact des nombreux emprunts est toutefois à noter dans la composition de cette trésorerie.

L'endettement de la commune est conséquent. Il est composé de nombreux emprunts dont plusieurs contractés sur la période (1 800 000€ en 2020, 1 400 000€ en 2021 et 1 100 000€ en 2022). Au 31/12/2024 l'encours de la dette restant à rembourser était de 9 526 319€.
L'endettement de la commune représente 1,15 année de produits réels de fonctionnement ce qui la place parmi les 10 % des communes françaises ayant le niveau le plus élevé pour cet indicateur (pour information la médiane nationale pour cet indicateur se situe à 0,5 années). Cependant, cet indicateur est à nuancer. Il est fortement impacté par le très haut niveau d'encours de dette et non pas par un faible niveau de recettes de fonctionnement. Avec un capital restant du aussi important, on ne peut pas attendre de la commune qu'elle soit en capacité de le rembourser en 6 mois de produits de fonctionnement comme cela est le cas pour les communes qui se situent au niveau de la médiane nationale. L'endettement ne constitue pas un point de faiblesse comme en témoigne la capacité de désendettement. Cette dernière est très bonne sur la période. Au 31/12/2024 elle est de 3,05 années de CAF brute ce qui est remarquable compte tenu de l'important encours de dette. Pour rappel, on considère qu'en dessous de 3 ans l'endettement est faible, maîtrisé entre 3 et 6 ans, élevé entre 6 et 9 ans et problématique si supérieur à 9 ans.

En conclusion, l'analyse rétrospective montre une situation pour la commune d'Orcières très favorable avant la réalisation du projet d'investissement. Les produits réels de fonctionnement connaissent une hausse bien plus importante que les charges de même nature. Ces dernières sont d'ailleurs largement maîtrisées comme en témoigne le ratio de rigidité de la commune. Le niveau de CAF généré par le cycle de fonctionnement est très confortable, le taux de CAF est largement supérieur aux taux minimum conseillé pour cet indicateur. Cela permet d'envisager sereinement sur chaque exercice le remboursement en capital des emprunts et l'autofinancement d'une partie des investissements. Le fonds de roulement de la commune est confortable, il représente 170 jours de charges réelles. Là encore cet indicateur est largement au-dessus des seuils minimums attendus en analyse financière. Il permet de couvrir le besoin en fonds de roulement et de générer une trésorerie importante. Enfin, l'endettement de la commune, bien qu'important en valeur, ne constitue pas un point de faiblesse pour envisager les investissements futurs. Au contraire, les ratios, notamment de capacité de désendettement sont particulièrement corrects et permettent d'envisager sans problématique le financement du projet faisant l'objet de la présente étude d'impact.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

# III – ANALYSE PROSPECTIVE

## 1) HYPOTHÈSE RETENUE ET SITUATION HORS PROJET

| ANAFI PROSPECTIVE Fonctionnement | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Libellé du poste | 2024 | TMP | TAUX | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| **Charges à caractère général et autres charges réelles (v1.0)** | **3 622 923** | | | **3 519 074** | **3 617 978** | **3 719 716** | **3 824 371** | **3 932 026** |
| *Achats et charges externes* | *2 769 218* | 3,00 % | | *2 852 295* | *2 937 863* | *3 025 999* | *3 116 779* | *3 210 283* |
| Impôts et taxes (hors taxes sur rémunération) | 169 391 | 2,00 % | | 172 779 | 176 234 | 179 759 | 183 354 | 187 021 |
| *Autres charges réelles (dont subventions versées)* | *684 314* | 2,00 % | | *494 000* | *503 880* | *513 958* | *524 237* | *534 722* |
| **Contingents et participations** | **0** | | | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Charges financières** | **140 195** | | | **113 796** | **91 984** | **78 655** | **66 950** | **56 184** |
| Charges d'intérêts | 140 195 | | | 113 796 | 91 984 | 78 655 | 66 950 | 56 184 |
| *Autres charges financières* | *0* | | | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| **Charges de personnel** | **1 382 948** | | | **1 423 404** | **1 465 073** | **1 459 993** | **1 502 760** | **1 546 810** |
| *Rémunération du personnel et charges sociales* | *1 348 526* | 3,00 % | | 1 388 982 | 1 430 651 | 1 425 571 | 1 468 338 | 1 512 388 |
| *Personnel extérieur* | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| *Impôt, taxes et versements assimilés sur rémunérations* | *34 422* | | | *34 422* | *34 422* | *34 422* | *34 422* | *34 422* |
| **Total : CHARGES RÉELLES** | **5 146 066** | | | **5 056 273** | **5 175 035** | **5 258 364** | **5 394 080** | **5 535 020** |
| Fiscalité TH/TF/CFE | 3 437 855 | 1,50 % | | *3 489 423* | *3 541 764* | *3 594 891* | *3 648 814* | *3 703 546* |
| Autres ressources fiscales et impôts de répartition | 1 388 164 | 1,00 % | | 1 402 046 | 1 416 066 | 1 430 227 | 1 444 529 | 1 458 974 |
| Dotations et participations-subventions | 1 747 391 | 1,00 % | | *1 764 865* | *1 782 514* | *1 800 339* | *1 818 342* | *1 836 526* |
| Produits domaniaux et ventes diverses | 373 360 | 1,50 % | | 873 360 | 886 460 | 373 360 | 378 960 | 384 645 |
| Produits divers (travaux en régie, produits financiers et exceptionnels réels) | 1 327 058 | 1,50 % | | *973 058* | *987 654* | *1 002 469* | *1 017 506* | *1 032 768* |
| **Total : PRODUITS RÉELS** | **8 273 828** | | | **8 502 751** | **8 614 458** | **8 201 285** | **8 308 151** | **8 416 459** |
| **CAF BRUTE** | **3 127 762** | | | **3 446 478** | **3 439 423** | **2 942 921** | **2 914 071** | **2 881 439** |

| ANAFI PROSPECTIVE Investissement | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Libellé du poste | 2024 | TMP | TAUX | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| **CAF BRUTE** | **3 127 762** | | | **3 446 478** | **3 439 423** | **2 942 921** | **2 914 071** | **2 881 439** |
| Dépenses d'équipement courantes | *2 679 427* | | | 3 540 000 | 1 400 000 | 1 800 000 | 2 500 000 | 2 500 000 |
| Dépenses diverses | 0 | | | 0 | 3 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement des dettes bancaires existantes | *1 349 935* | | | 1 372 286 | 1 084 140 | 1 034 877 | 915 763 | 811 607 |
| Remboursement des autres dettes | 2 300 | | | 2 300 | 2 300 | 2 300 | 2 300 | 2 300 |
| **Total : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT** | **4 031 662** | | | **4 914 586** | **5 486 440** | **2 837 177** | **3 418 063** | **3 313 907** |
| FCTVA, subventions d'investissement, autres dotations et fonds globalisés | *1 138 519* | | | *1 820 000* | *926 000* | *235 000* | *245 000* | *525 000* |
| Autres ressources, cession d'actifs | 258 189 | | | 0 | 600 000 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts programmés (hors nouveaux projets) | *2 070* | | | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| **Total : RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **1 398 778** | | | **1 820 000** | **1 526 000** | **235 000** | **245 000** | **525 000** |
| Opérations pour le compte de tiers | 0 | - | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **BESOIN DE FINANCEMENT (+) ou EXCÉDENT DE FINANCEMENT (-) HORS PROJET** | **-494 878** | - | | **-351 892** | **521 017** | **-340 744** | **258 992** | **-92 532** |

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

Les hypothèses retenues pour la réalisation de l'étude d'impact sont les suivantes :

Pour le cycle de fonctionnement, les données 2024 étant représentatives du niveau de dépenses et de recettes « normal » de la commune, il a été décidé de baser la partie prospective sur des niveaux similaires. Toutefois, des modifications ont été apportées sur certains postes :
- Les « Autres charges réelles » ont été diminuées de 204 000€ dès l'exercice 2025, car l'exercice 2024 avait connu une dépense exceptionnelle liée à des biens de retour.
- Les « Rémunérations du personnel et charges sociales » sont réduites d'une valeur de 50 000€ à compter de l'exercice 2027 pour prendre en compte la refacturation du personnel qui sera mis à disposition du futur budget annexe parking.
- Les « produits domaniaux et ventes diverses » sont gonflés de 500 000€ sur les exercices 2025 et 2026 uniquement, suite à l'instauration du stationnement payant sur la commune. À partir de l'exercice 2027 ces recettes seront basculées sur le futur budget annexe parking.
- Les « produits divers » sont diminués de 150 000€ et 204 000€ dès l'exercice 2025, car là aussi l'exercice 2024 a enregistré une recette exceptionnelle liée aux biens de retours d'une part mais aussi à un reversement de l'excédent du budget eau.

Un taux moyen pondéré (TMP) a été fixé à 2% pour les postes de dépenses. Par mesure de prudence le Maire de la commune a demandé à ce que ce TMP soit porté à 3% pour les postes les plus importants à savoir « Achats et charges externes » et « Rémunération du personnel et charges sociales ». Par mesure de prudence, pour les postes de recettes ce TMP a été fixé à 1% ou 1,5% bien que dans la réalité il est permis de penser que l'augmentation des produits soit plus importante.

Pour le cycle d'investissement, les projections qui sont renseignées dans le document sont basées sur le plan pluriannuel d'investissement fourni par la commune. Les chiffres présentés dans le tableau précédent ne prennent pas en compte les dépenses liées au projet de rénovation du palais des sports, mais uniquement les autres projets que devra assurer la commune en parallèle dont notamment les escalators, une salle polyvalente, une halle couverte, une passerelle, des travaux sur les lotissements et sur la Z.A.E plus d'autres projets non arrêtés à ce jour.
Les remboursements des emprunts prévus sur la période sont fidèles au tableau d'amortissement fourni. On observe la diminution des annuités notamment entre l'exercice 2025 et 2026 qui traduit la fin de certains emprunts existants.
Une « Dépense diverse » est prévue en 2026 pour un montant de 3 000 000€. Cette dernière correspond à la subvention du budget principal au futur budget annexe parking lors de la création de celui-ci.
Une recette de 600 000€ est prévue en « Autre ressource » en 2026, là encore en lien avec le budget annexe parking qui remboursera les études payées par le budget principal.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

## 1) – A) DONNÉES PROSPECTIVES DE FONCTIONNEMENT

| | Les produits de fonctionnement | | | | | Variation | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En K€ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | annuelle moyenne* | totale* |
| Fiscalité TH/TF/CFE | 3 489 | 3 542 | 3 595 | 3 649 | 3 704 | *1,50 %* | *7,73 %* |
| Autres impôts et taxes | 1 402 | 1 416 | 1 430 | 1 445 | 1 459 | *1,00 %* | *5,10 %* |
| Dotations et participations-subventions | 1 765 | 1 783 | 1 800 | 1 818 | 1 837 | *1,00 %* | *5,10 %* |
| Produits domaniaux et ventes diverses | 873 | 886 | 373 | 379 | 385 | *0,60 %* | *3,02 %* |
| Produits divers | 973 | 988 | 1 002 | 1 018 | 1 033 | *-4,89 %* | *-22,18 %* |
| **TOTAL** | **8 503** | **8 614** | **8 201** | **8 308** | **8 416** | ***0,34 %*** | ***1,72 %*** |

** Variations constatées entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.*

Comme annoncé dans les hypothèses retenues, par mesure de prudence, les produits réels de fonctionnement n'ont pas vocation à évoluer très fortement dans le scénario retenu, seulement 0,34% de hausse globale par an.

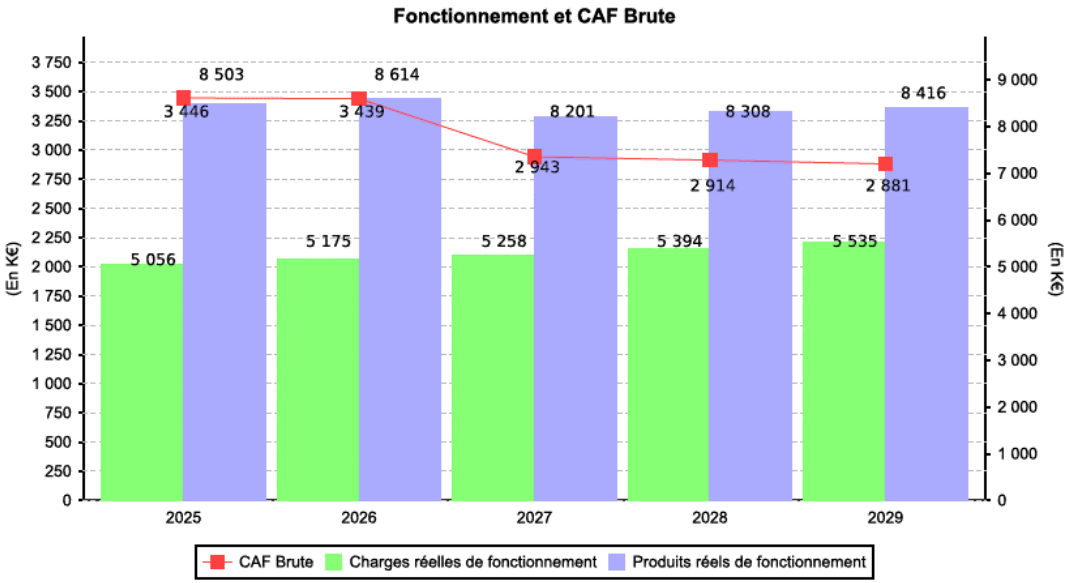
| | Les charges de fonctionnement | | | | | Variation | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| En K€ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | annuelle moyenne* | totale* |
| Charges de personnel | 1 423 | 1 465 | 1 460 | 1 503 | 1 547 | *2,26 %* | *11,85 %* |
| Charges financières | 114 | 92 | 79 | 67 | 56 | *-16,71 %* | *-59,92 %* |
| Contingents et participations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Charges à caractère général et autres charges réelles | 3 519 | 3 618 | 3 720 | 3 824 | 3 932 | *1,65 %* | *8,53 %* |
| **TOTAL** | **5 056** | **5 175** | **5 258** | **5 394** | **5 535** | ***1,47 %*** | ***7,56 %*** |

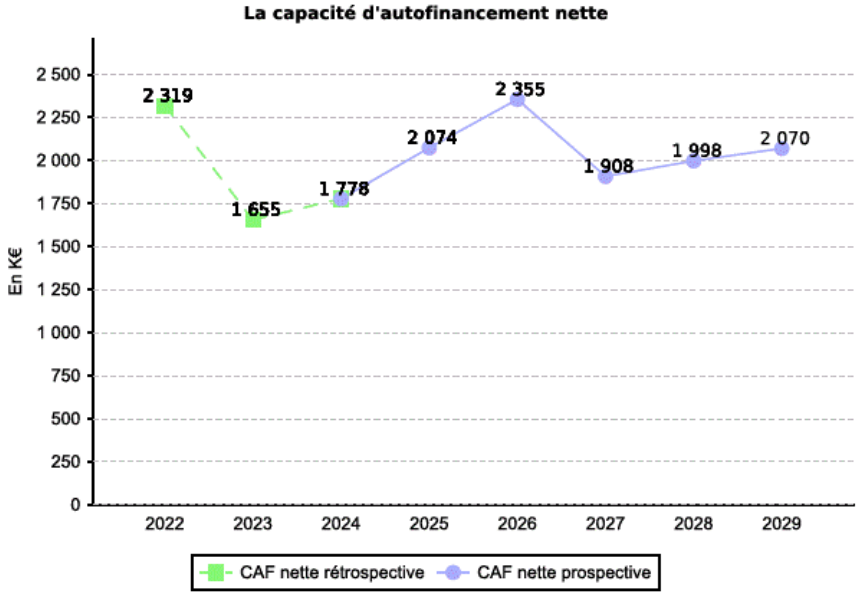
** Variations constatées entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.*

Les charges de fonctionnement varient conformément aux hypothèses énoncées en page 10.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

## 1) – B) LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT




Le montant de CAF brute dégagé dans l'analyse prospective hors projet est relativement stable. On note une contraction entre les exercices 2026 et 2027 qui s'explique par le transfert des recettes de stationnement vers le futur budget annexe parking.

Selon ces projections, le taux de CAF généré par la commune sur la période se situerait entre 34% et 41% selon les exercices. Cela est bien supérieur au taux minimum attendu (10%).

Le niveau de CAF nette hors projet serait confortable, on voit comme pour la CAF brute une démarcation entre les exercices 2026 et 2027 avec la perte des ressources de stationnement.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

## 2) LE PROJET ET SON FINANCEMENT

Comme précisé en introduction de la présente analyse, le projet étudié consiste en la rénovation du palais des sports. Selon les informations fournies par la mairie, les travaux sont prévus pour être réalisés sur les exercices 2025 à 2027 et se chiffreraient à 13 500 000€ HT.

**Les dépenses**

| En K€ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses de fonctionnement** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| *Charges de personnel* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *Charges financières (hors intérêts de nouveaux emprunts)* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *Contingents et participations* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *Charges à caractère général et autres charges réelles* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| **Dépenses d'investissement** | **4 000** | **7 500** | **2 000** | **0** | **0** | **13 500** |
| **TOTAL** | **4 000** | **7 500** | **2 000** | **0** | **0** | **13 500** |

Le phasage des travaux entre les exercices 2025 et 2027 a été validé par la commune en adéquation avec le calendrier fourni par le maître d'œuvre. L'étude étant réalisée en mai 2025 le montant total de travaux prévu sur l'exercice en cours ne semble pas démesuré.

Le palais des sports étant exploité dans le cadre d'une DSP, il n'est attendu aucune dépense de fonctionnement supplémentaire à la charge de la commune.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

**Les recettes**

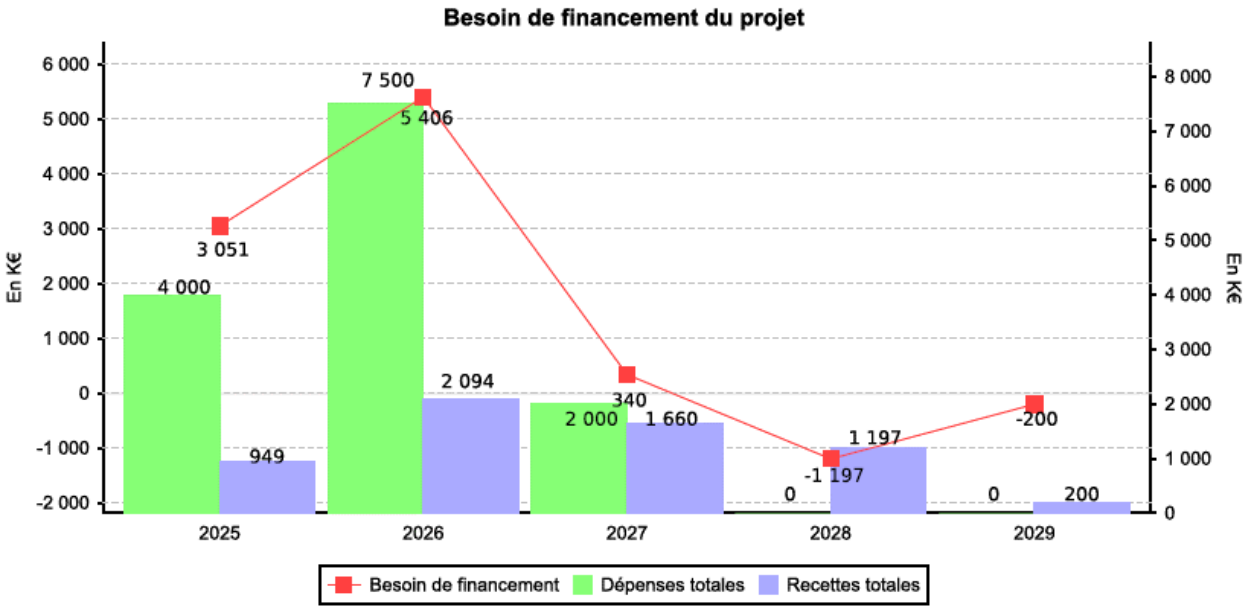
| En K€ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Produits de fonctionnement** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Recettes d'investissement** | **949** | **2 094** | **1 660** | **1 197** | **200** | **6 100** |
| *dont FCTVA* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| *dont dotations et subventions* | *449* | *2 094* | *1 660* | *1 197* | *200* | *5 600* |
| *dont autres recettes* | *500* | *0* | *0* | *0* | *0* | *500* |
| **TOTAL** | **949** | **2 094** | **1 660** | **1 197** | **200** | **6 100** |

Les recettes d'investissement du scénario retenu sont composées de 2 postes différents :
- Des subventions, perçues en N+1 de la réalisation des travaux. Ces dernières sont sollicitées auprès de différents financeurs : l'État au titre du fonds vert, la région PACA et enfin, le département des Hautes-Alpes. Le montant total des subventions demandées s'élève à 5 600 000€ soit 41,5% du montant global HT.
- Une « autre recette » à hauteur de 500 000€ sur l'exercice 2025 qui correspond à un fonds de concours versé par l'exploitant de la DSP. Cette dernière a été volontairement dissociée des subventions sollicitées auprès de financeurs publics pour plus de lisibilité.

Aucune recette de FCTVA n'est prévue, la TVA sera récupérée par voie fiscale car le palais des sports est exploité dans le cadre d'une DSP.

Comme pour les dépenses de fonctionnement, aucune recette de même nature n'apparaît sur le tableau. Ces dernières seront encaissées par le délégataire directement, ce dernier reversant une redevance à la commune.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE




Répartition du financement

| En K€ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **RESSOURCES DE FINANCEMENT NETTES** | **4 000** | **2 650** | **388** | **-700** | **-700** | **5 639** |
| Emprunts nouveaux | 4 000 | 3 000 | 1 000 | 0 | 0 | 8 000 |
| *Dépenses liées aux nouveaux emprunts : Remboursement en capital* | *0* | *-206* | *-368* | *-432* | *-448* | *-1 453* |
| *Dépenses liées aux nouveaux emprunts : Charges financières* | *0* | *-144* | *-245* | *-267* | *-252* | *-908* |
| Augmentation de la fiscalité | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Augmentation des autres impôts et taxes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Augmentation des autres produits de fonctionnement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres ressources d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **RESTE A FINANCER : Prélèvement sur fonds de roulement** | **0** | **3 277** | **0** | **0** | **407** | **Sans Objet** |

Le besoin de financement global du projet se chiffre à 7 400 000€. On remarque que ce besoin est plus important sur les exercices 2025, 2026 et 2027 sur lesquels se concentrent les dépenses d'investissement. Les recettes sont perçues avec un décalage, ce qui amène les exercices 2028 et 2029 à être excédentaires en termes de financement.

Il est donc nécessaire de trouver des sources de financement supplémentaires pour assurer l'équilibre du projet.

Dans le scénario retenu, la commune a recours à 3 nouveaux emprunts pour financer le projet de rénovation du palais des sports.

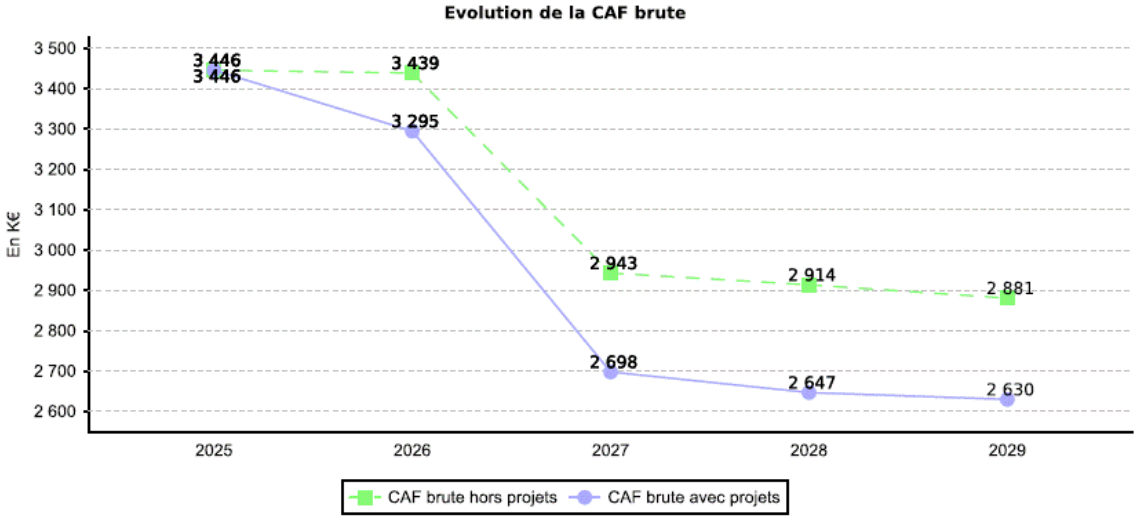
Ces derniers sont repartis de la manière suivante :
- 4 000 000€ empruntés en 2025 pour une durée de 15 ans à un taux de 3,60 %.
- 3 000 000€ empruntés en 2026 pour une durée de 15 ans à un taux de 3,60 %.
- 1 000 000€ empruntés en 2027 pour une durée de 15 ans à un taux de 3,60 %.

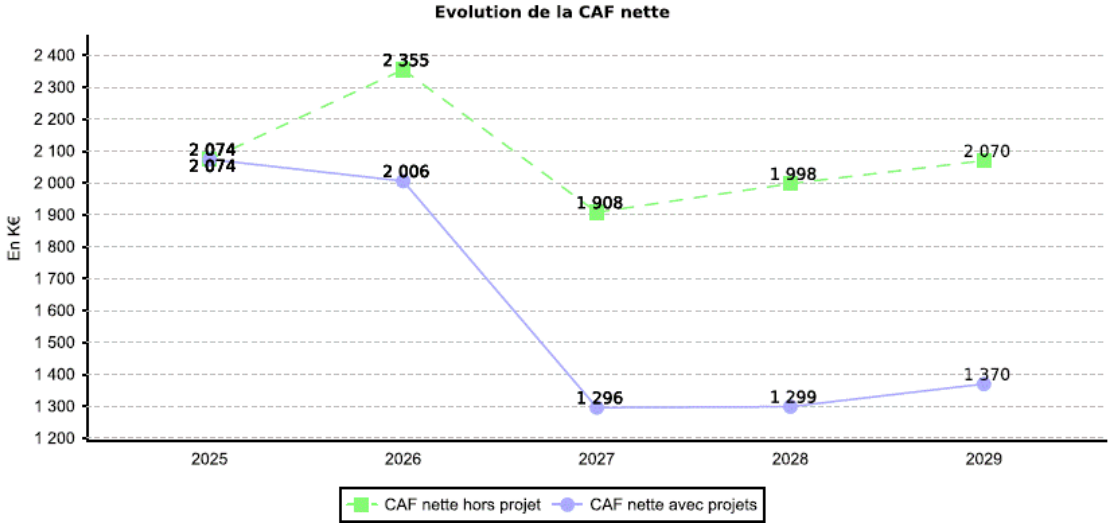
Les taux et durées d'emprunts retenus dans l'analyse prospective sont basés sur des propositions faites par différents organismes de crédits dans le courant du mois d'avril 2025. À ce jour, aucun engagement n'a été signé par la commune qui attend le résultat des appels d'offres pour finaliser les prêts.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

## 3) IMPACT DU PROJET

### 3) – A) IMPACT SUR L'AUTOFINANCEMENT




L'impact du financement du projet sur le niveau de CAF brute est visible dès l'exercice 2026.
Le nouvel emprunt envisagé engendre des charges financières supplémentaires qui viennent augmenter les charges réelles de fonctionnement et donc in fine réduire le niveau de CAF dégagé par le cycle de fonctionnement.

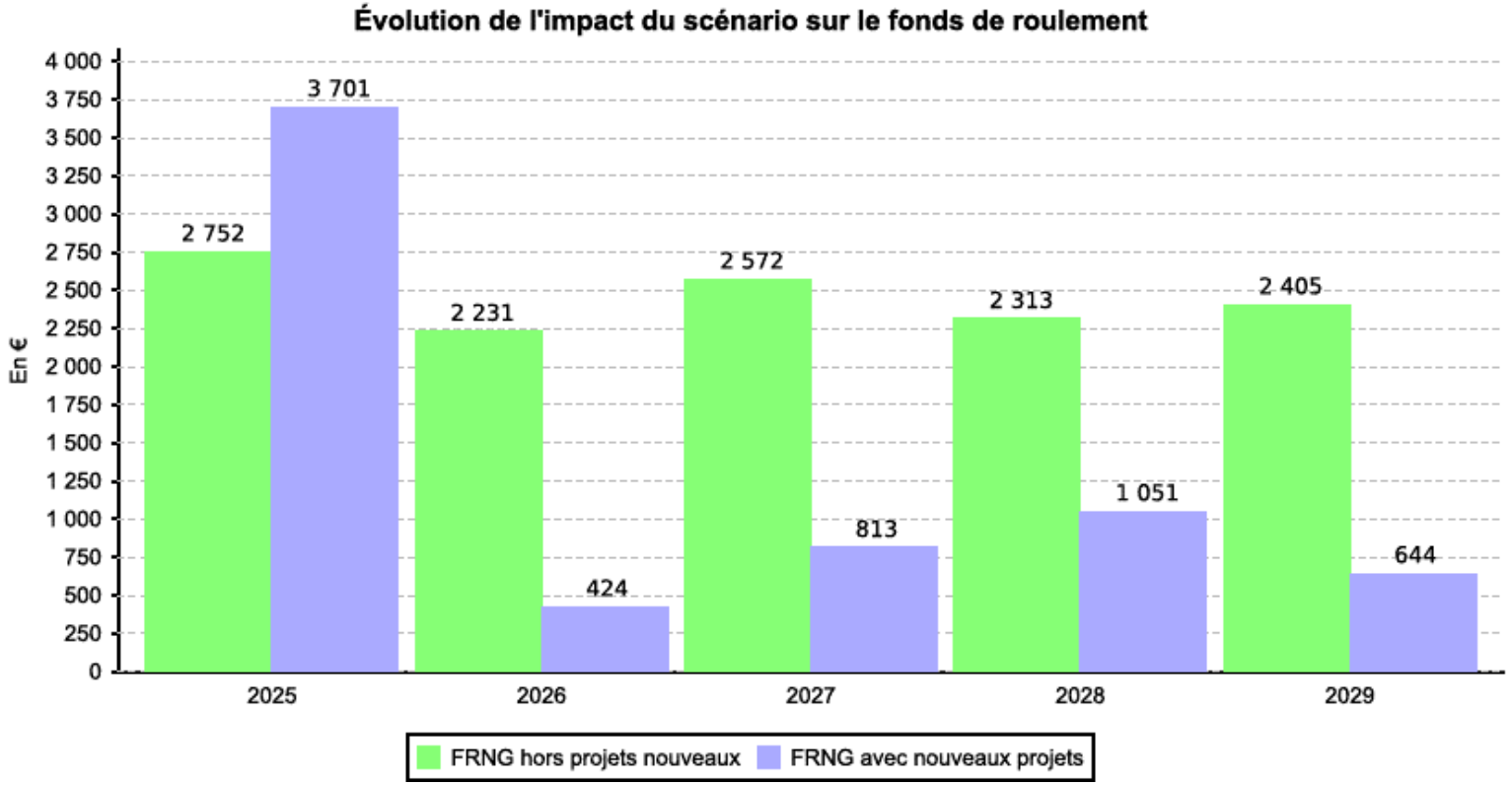
Toutefois, bien que le niveau de CAF soit impacté de manière notable (-250 000€ une fois les trois emprunts souscrit), le taux de CAF dégagé serait tout de même très correct : 41% en 2025, 38% en 2026 contre 40% sans le projet, 33% en 2027 contre 36% sans le projet, 31,8% en 2028 contre 35% sans le projet et 31% en 2029 contre 34% sans le projet.

Le financement de la rénovation ne vient donc pas mettre en danger la CAF de la commune.

La CAF nette est, elle aussi, logiquement impactée par le financement du projet par emprunt. Le remboursement en capital des emprunts est augmenté sur chaque année. Cependant, même une fois les trois emprunts contractés, le niveau de CAF nette reste largement supérieur au million d'euros.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

### 3) – B) IMPACT SUR LE FONDS DE ROULEMENT




On remarque que le projet a un impact important sur les réserves de la commune. En valeur, le fonds de roulement est largement diminué par le financement du projet.

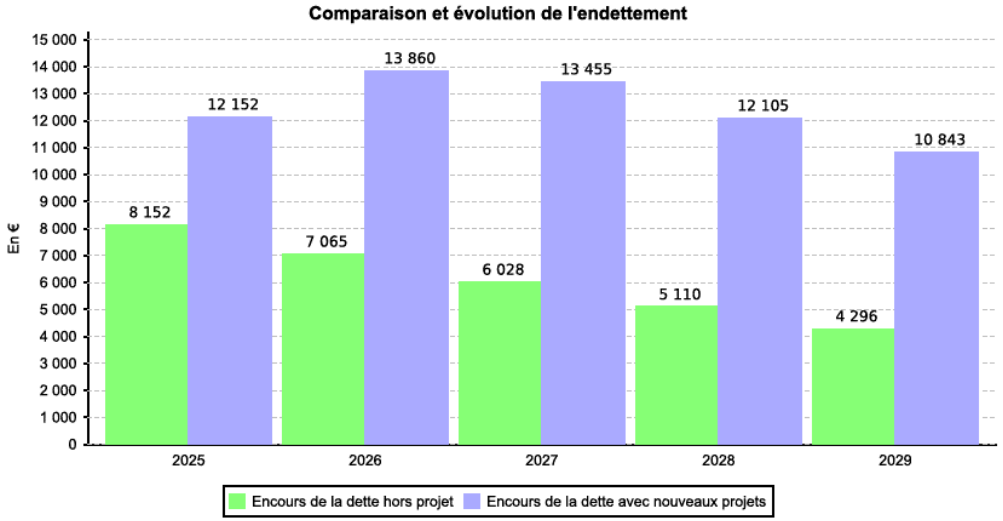
Cependant, bien que cet impact paraisse important, si l'on raisonne en jours de charges réelles, indicateur pour lequel le seuil minimal attendu est fixé à 30 jours, seul l'exercice 2026 est projeté en dessous de ce seuil avec un fonds de roulement qui

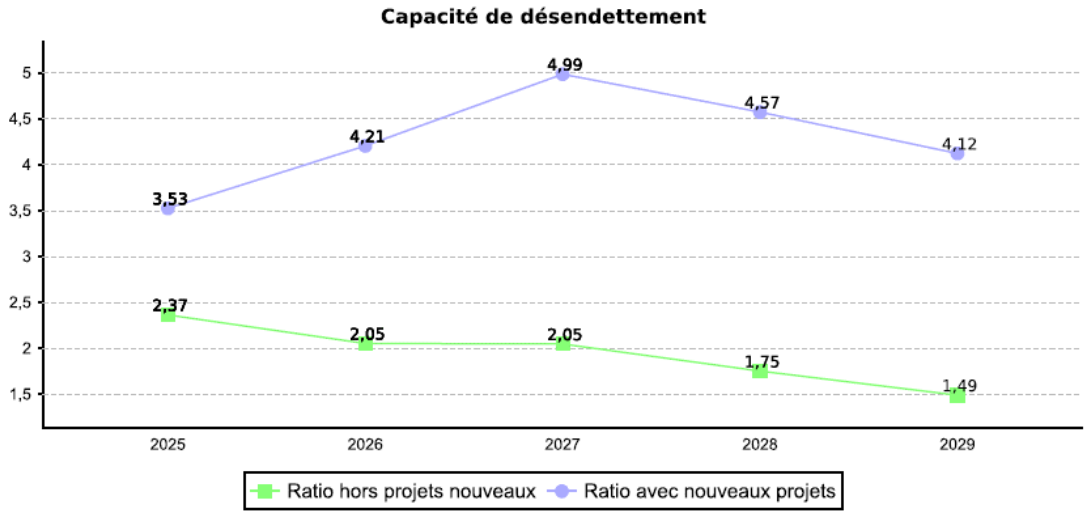
Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

représenterait 29 jours de charges réelles, soit 13 000€ en valeur en dessous du seuil minimum. Dès l'exercice 2027 cet indicateur repasse au-dessus du seuil et se chiffrerait à 54 jours en 2027, 68 jours en 2028 et 41 jours en 2029.

Ainsi, bien que l'impact soit important, le fonds de roulement de la commune et par extension sa trésorerie ne sont pas mis en danger par le scénario de financement prévu pour la rénovation du palais des sports.

### 3) – C) IMPACT SUR L'ENDETTEMENT




Le financement envisagé prévoit le recours à l'emprunt à hauteur de 8 000 000€ au total, l'impact sur l'endettement de la commune est donc important et visible, notamment si l'on raisonne en termes d'encours de dette.
Cependant, le niveau de CAF brute généré par la commune étant tellement important, la capacité de désendettement projetée ne dépasse pas les 4,99 années de CAF brute au plus haut de la période étudiée. En termes d'analyse financière, le scénario de financement retenu ne met donc pas l'avenir de la commune en péril vis-à-vis de son endettement.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025
Reçu en préfecture le 04/06/2025
Publié le
ID : 005-210500963-20250602-CM2025_057-DE

# IV - CONCLUSION

Il ressort de l'analyse rétrospective que la situation financière de la commune avant le lancement du projet est très favorable. La CAF générée par le cycle de fonctionnement est importante. Les réserves de la commune sont confortables et constituent une source de financement potentielle importante. Enfin, l'endettement bien que fort en valeur, ne pose pas de problème en termes de ratios d'analyse financière et permet d'envisager un recours important à l'emprunt pour financer les projets d'investissements futurs.

Le projet porté par la commune, semble cohérent et répond aux problématiques actuelles, environnementale d'une part en assurant un volet énergétique dans la rénovation d'équipements anciens qui peuvent être considérés comme des passoires thermiques et économique d'autre part, en développant une offre touristique multisaison, défi auquel toutes les stations de montagne devront faire face avec l'impact du réchauffement climatique.

L'analyse prospective montre que le projet, bien que particulièrement important (13 500 000€ HT) est bien équilibré. Les réserves de la commune, les subventions sollicitées et le montant des emprunts prévus permettent de financer sans problème le projet, mais aussi de faire face au décalage dans le temps entre la réalisation des dépenses et la perception des recettes d'investissement.
Les différents indicateurs qui ressortent de l'analyse prospective avec le scénario de financement prévu sont tous favorables. Seul l'exercice 2026 connaîtrait un fonds de roulement inférieur d'un jour au seuil recommandé. Tous les autres indicateurs tels que le ratio de rigidité, le niveau de CAF et la capacité de désendettement sont au vert et permettent d'envisager sereinement la rénovation du palais des sports.

*Les chiffres et ratios de structures présentés dans cette analyse sont conditionnés à la réalisation dans son intégralité du scénario et des hypothèses présentés dans cette étude. Toute dépense supplémentaire ou recette non perçue devra être compensée par un recours à l'emprunt ou par la cession d'actifs de la commune. De plus, l'étude est réalisée sur la base d'un niveau d'activité « normal », toute modification substantielle de ce niveau d'activité, non anticipable lors de la rédaction (crise sanitaire, saison hivernale réduite, …) modifierait les résultats de la présente étude.*